

L'OTAN

La défense de l'Europe occidentale hier et aujourd'hui

par Pierre M. GALLOIS,
Général de réserve.

★

I. Lisbonne

La Conférence de Lisbonne souligna le divorce alors existant entre les vues des militaires et celles des hommes politiques et des économistes. Les forces armées conventionnelles réclamées par les premiers apparurent démesurées aux seconds et hors de prix aux financiers. On avait aussi beaucoup compté sur l'augmentation de l'aide financière et technique américaine et, une fois les ressources humaines et budgétaires des pays d'Europe occidentale épuisées, les Etats-Majors croyaient que Washington fournirait l'appoint et comblerait le gouffre existant entre leurs objectifs militaires et les moyens dont ils disposaient pour les atteindre.

La synthèse des déclarations faites à Lisbonne par les représentants des gouvernements des pays de l'OTAN ne prêtait pas à l'équivoque : ou bien l'Europe de l'Ouest n'était pas défendable, ou bien les militaires modifieraient leurs plans, feraient preuve d'imagination et adopteraient une stratégie à la mesure de leurs ressources.

Il était clair, à l'époque, que pour des raisons politiques, économiques, géographiques et aussi militaires, l'Occident ne pourrait équilibrer, en Europe occidentale, les forces conventionnelles que l'adversaire alignerait en cas d'agression. Compte tenu de sa puissance démographique, de sa structure politique et sociale, de son monolithisme et naturellement du fait qu'il aurait l'initiative du moment et du lieu de ses attaques, il n'était pas possible, à l'Occident, de maintenir sur pied de guerre, durant une période de durée indéterminée, des armes assez nombreuses et assez puissantes pour équilibrer celle d'un adversaire dont

il était admis que c'était lui qui aurait, le premier, recours à la force. L'analyse du problème posé par la défense conventionnelle de l'Europe occidentale montrait, en outre, que la disparité des forces armées et des moyens matériels en présence irait en augmentant, en faveur naturellement du bloc soviétique. Luttant sur des « lignes intérieures » beaucoup plus courtes que celles — « extérieures » — de son principal adversaire, et ne laissant aux Alliés que quelques centaines de kilomètres de recul, il aurait le triple avantage du nombre, de la logistique et de l'espace de manœuvre.

En outre, au moment où se séparaient les missions alliées assemblées à Lisbonne, il était évident à tous que l'Amérique avait perdu le monopole atomique qu'elle détenait depuis Hiroshima et qu'aux armes à fission déjà partagées, allait suivre l'explosif thermonucléaire dont il apparaissait bien qu'il serait également aux mains des deux « Grands ». Comment, dans ces conditions, engloutir des sommes considérables dans un énorme appareil militaire qui, s'il devait être efficace conventionnellement, perdait toute valeur à partir du moment où l'atome entrerait en jeu ? Et pouvait-on croire que, planifiant son agression contre les territoires de l'Europe de l'Ouest, l'Etat-Major opposé accepterait qu'on résiste à ses forces armées et qu'on les tienne en échec sans que celles-ci se servent des armes nouvelles qu'elles possèdent également ? Il semblait bien que les concepts défensifs étudiés dans le cadre du Traité de Bruxelles d'abord, au SHAPE ensuite, devaient être repris pour tenir compte de l'avènement des armes nouvelles et de la perte du monopole atomique américain.

II. Le « new-look ».

C'est dans ce but que le Général Grunther mit sur pied un groupe de travail chargé d'étudier les implications militaires de la révolution stratégique qui venait de s'accomplir et de proposer un nouveau concept de défense. Ce groupe de travail pouvait utiliser les moyens d'étude de la Rand Corporation et aussi, naturellement, les travaux des Etats-Majors subordonnés. Dans une certaine limite, il avait accès à certains renseignements sur les effets des armes nouvelles, renseignements encore très peu connus à l'époque. Le nouveau concept de défense défini et approuvé par le Haut Commandement interallié, le groupe de travail N.A.G. (New Approach Group) devait rédiger le plan de défense correspondant et ensuite, après approbation de ce plan, veiller à sa réalisation. Il était prévu que ce « Plan » serait soumis aux Gouvernements alliés aux séances de décembre 1954 du Conseil Atlantique et, qu'une fois approuvé, il prendrait effet à partir de la mi-1957, deux ans et demi au moins s'avérant nécessaires pour le matérialiser dans la doctrine, l'organisation, le déploiement, l'équipement et l'entraînement des forces armées alliées.

L'étude du nouveau concept stratégique fut conduite en tenant compte des facteurs suivants :

L'adversaire avait l'initiative, c'est-à-dire que les Alliés ne seraient pas les agresseurs. Il avait, en outre, et il conserverait longtemps, une écrasante supériorité dans le domaine conventionnel pour atteindre au moins la parité en matière d'armes nouvelles, à la fois en qualité et en quantité.

Il s'agissait de résister « aussi à l'Est que possible » ou, plus généralement, aussi près que possible du rideau de fer, puisqu'il ne pouvait être envisagé de sacrifier une partie des territoires des pays membres de l'OTAN. Une stratégie de repli, puis de reconquête, devait être proscrite, car aucun des pays de l'Alliance exposé aux coups de l'adversaire ne pourrait accepter de faire les frais d'une occupation, même temporaire, de son sol.

La menace adverse, sous toutes ses formes, pouvait être de très longue durée, et il fallait éliminer tous les systèmes défensifs exigeant des efforts financiers et humains que les pays de l'Alliance n'auraient pu soutenir normalement durant une période de longueur indéterminée. En particulier, les différences sociales et économiques existant de

part et d'autre du rideau de fer excluaient le maintien sur pied de guerre d'effectifs tendant à équilibrer ceux de l'adversaire. D'ailleurs, les études menées avant Lisbonne et les résultats de la conférence elle-même excluaient pareille solution, condamnée totalement à partir du moment où l'adversaire disposait d'armes nucléaires.

Enfin, le nouveau plan de défense de l'Europe devait être fondé sur les possibilités réelles des pays de l'Alliance et non sur les vues des Etats-Majors. On sait qu'un projet stratégique peut être établi en tenant compte de l'estimation des besoins en hommes et en matériels jugés nécessaires à l'accomplissement de la mission donnée. Il peut aussi être établi en tentant de répondre à la question suivante : Avec les forces armées dont disposent normalement, et sans effort particulier, les pays membres de l'Alliance Atlantique, que peut-on faire et que faut-il faire pour décourager l'agression et, éventuellement, pour en limiter les effets et finalement l'emporter sur l'agresseur ? C'est cette seconde méthode qui fut choisie par le Haut Commandement Interallié et imposée au groupe d'officiers chargés de définir le nouveau concept défensif de l'OTAN et aussi d'en rédiger les plans d'application.

La première des mesures prises, une fois connues ces directives générales, fut de dresser l'inventaire des formes armées qui seraient probablement disponibles à partir de la mi-1957 et dont il semblait qu'elles pouvaient être entretenues et modernisées, au fur et à mesure des besoins, durant une période d'assez longue durée, disons une dizaine d'années. Les « Revues annuelles » furent mises à contribution et des hypothèses raisonnables (elles se sont avérées justes à 10 % près environ) émises sur l'importances des contributions nationales futures.

La seconde des dispositions adoptées par le groupe de travail fut évidemment de réunir les meilleures informations possibles sur les diverses menaces auxquelles il faudrait pouvoir faire face durant la période de validité du Plan. Moyens et possibilités de l'adversaire furent inventoriés et les hypothèses maxima retenues comme les plus dangereuses, sinon les plus probables.

Ces deux séries de travaux effectuées, il apparut clairement que le concept stratégique antérieur, c'est-à-dire le combat conventionnel, éventuelle-

ment suivi d'une intervention atomique américaine et britannique en cas d'échec, était totalement dépassé. Pour avoir quelques possibilités de résister efficacement avec des forces conventionnellement armées, il eut fallu en accroître considérablement le nombre, adopter un système de conscription estimé inacceptable par la plupart des gouvernements alliés et par leurs opinions publiques, procéder à une remise en route des industries d'armement et en venir, pour l'ensemble des pays de l'Alliance, à un plan général de réarmement analogue à celui que le III^{ème} Reich lança à partir de 1934. En guerre froide, pareille conception de la Défense de l'Occident n'avait aucun sens, et pas un gouvernement y aurait souscrit. En outre, le recours aux masses armées, fortement concentrées, eut invité l'adversaire à utiliser ses armes nucléaires car, contre de tels objectifs, elles eussent été décisives.

Tenir aussi près que possible du rideau de fer, face à des forces numériquement supérieures et, de surcroît, pourvues d'armes nucléaires, imposait d'accorder à l'atome la priorité, les moyens conventionnels assurant le soutien éventuel. Mais le recours automatique aux armes nucléaires (face à une attaque ennemie d'importance) bouleversait de fond en comble les données jusqu'à maintenant admises en matière stratégique et tactique. Les traits principaux de ce bouleversement sont donnés ci-dessous :

a) Sachant qu'il sera atomiquement répondu à toute agression importante de sa part, ou bien l'adversaire en restera au statu-quo, ou bien il usera lui-même, initialement, de ses armes nucléaires car il ne pourrait, rationnellement, en subir les effets sans chercher à les minimiser. La probabilité serait donc très grande qu'en cas de conflit grave les armes nouvelles soient utilisées, probablement initialement.

b) L'engagement automatique des forces stratégiques américaines ne pouvait être mis en doute (du moins à l'époque, car nous sommes en 1954, et les engins balistiques intercontinentaux n'existaient pas). On voyait mal l'adversaire isolant l'Europe occidentale et la prenant seule pour objectif en risquant de déclencher de formidables représailles américaines (à l'époque probablement non suivies de contre-représailles soviétiques). L'attaque de l'Europe serait précédée ou accompagnée d'une offensive contre les moyens de représailles amé-

ricains où qu'ils se trouvent, c'est-à-dire à la périphérie de l'Eurasie, comme aux États-Unis. Il était capital de renforcer les moyens d'alerte et de détection de manière à rendre impossible la simultanéité d'une attaque soviétique visant la destruction des forces atomiques de riposte déployées un peu partout dans l'hémisphère nord.

c) Si la détection et l'accroissement de la durée de l'alerte fournie par les actions ennemies étaient primordiaux, au contraire, la défense active contre les incursions de l'adversaire perdait de son intérêt. On ne pouvait concevoir, à l'époque (et c'est encore le cas aujourd'hui) de système défensif aux mailles assez serrées pour filtrer une « quantité de destruction » qu'il serait possible de subir sans être anéanti. L'analyse montre qu'en multipliant les moyens de défense active par 100, on ne réussirait même pas à en décupler les effets. A partir du moment où un petit nombre de projectiles pouvait causer des ravages considérables, en portant l'efficacité de la défense active à 50 % — ce qui est considérable — on obligeait seulement l'adversaire à doubler son effort atomique. Et si une quarantaine de charges explosives suffisaient à anéantir les possibilités de riposte alliées basées en Europe occidentale, une défense active deux fois plus efficace aurait seulement conduit l'adversaire à lancer 80 projectiles au lieu de 40. Entre les moyens de l'attaque et ceux de la défense active, la course était perdue d'avance. Il valait mieux, par la dispersion, le secret, la mobilité, « contester à l'ennemi la connaissance de l'endroit où frapper » (1) que d'essayer de stopper en vol les charges explosives adverses.

d) En raison de l'énorme puissance de destruction des armes nucléaires, il apparut au groupe de travail du SHAPE que des opérations de combat organisé ne pouvaient être que de brève durée. Après un bref échange de coups de massue atomique, il semblait probable que la résistance — si elle existait encore — prendrait une forme nouvelle, plus proche de la guérilla que de la manœuvre organisée, commandée et contrôlée. Les forces armées existant initialement étaient donc celles qui comptaient, l'appel aux réserves comme aux fournitures des usines d'armement mobilisées apparaissant parfaitement illusoire.

(1) « To deny the enemy the knowledge of where he has to strike », selon la définition du Général A. Gruenther.

e) Toujours parce que les armes nucléaires ont une très grande puissance de destruction par unité de feu et qu'il en faut relativement peu pour exercer des ravages étendus, « l'agression-surprise » paraissait à la fois possible et aussi la seule rationnelle pour un adversaire déterminé à jouer le tout pour le tout. Le déploiement de l'état d'alerte des forces alliées devait donc s'accommoder d'une pareille hypothèse et s'efforcer de la rendre inapplicable en n'offrant pas à l'adversaire des objectifs militaires aisément destructibles.

f) Des deux côtés, la destruction des moyens atomiques de représailles, et de contre-représailles, constituait l'objectif essentiel et prioritaire à tout usage de la force armée. L'agresseur ne pouvait risquer de déclencher une représaille dont il n'aurait pas limité préventivement les effets en réussissant à en détruire les instruments avant qu'ils ne servent contre lui. S'il y avait dissuasion, c'était bien en soustrayant constamment à l'attaque-surprise ennemie les forces armées occidentales, et principalement leurs forces atomiques.

g) La défense aussi à l'Est que possible (dans le Secteur Centre) impliquait le déploiement presque au pied du rideau de fer de forces terrestres et aéro-terrestres dont la disposition et le ravitaillement lui permettraient à la fois de rendre difficile la réussite d'une attaque-surprise ennemie et de tenir le temps nécessaire à ce que se fassent sentir « à l'avant » les effets de l'échange nucléaire. Mobilité, fluidité, équipement du territoire à défendre devaient caractériser les forces terrestres de l'avant.

h) Enfin, le groupe de travail du SHAPE en vint à faire une nette distinction entre la « Défense » et la « Dissuasion », la seconde étant une partie de la première. La « Défense » devait comporter à la fois les moyens de décourager l'agression et, en cas d'échec, de combattre efficacement pour minimiser les effets de l'action adverse.

On le voit, ces premières conclusions étaient d'importance. Elles infirmaient bien des idées acquises sur les formes de la guerre. La tension ne précédait plus les hostilités, pas plus que la mobilisation humaine et matérielle n'était possible. Non seulement le pouvoir des masses armées était remis en question, mais ces masses concentrées, pour être efficaces, devenaient une charge et un danger. Il n'y avait plus équilibre entre les armes

de l'attaque et celles de la défense, mais les premières l'emportait de beaucoup sur les secondes. L'agression, enfin, pouvait s'avérer d'autant moins possible et d'autant moins rationnelle que le parti sur la défensive savait le mieux soustraire ses propres forces de représailles à la destruction. En somme, tout, ou presque, était modifié et, si l'Europe pouvait être défendue, ce n'était qu'en ayant recours à une stratégie, des armes et des unités fort différentes de celles que la deuxième guerre mondiale venait de léguer au monde libre.

III. Les directives stratégiques et politiques, et leur application.

L'ensemble des pays alliés, ou du moins leurs représentants au Groupe Permanent et au Comité Militaire, acceptèrent les conclusions auxquelles était parvenu le groupe d'experts du SHAPE. Le document MC 48 et la Directive Politique qui suivit étaient inspirés directement des travaux du « New Approach Group ». A la fin de l'année 1954, les gouvernements alliés approuvèrent également le nouveau concept qui semblait devoir être la charte selon laquelle la défense de l'Europe de l'Ouest serait organisée et conduite.

En fait, si la nouvelle doctrine était généralement approuvée, aucune des recommandations du Plan ne fut suivie d'effets. Ni la composition des forces armées, ni leur structure, ni leur déploiement, ni leur doctrine d'emploi, ni l'entraînement de leur personnel, ni l'organisation du commandement ne furent adaptés aux conditions entièrement nouvelles de la Défense. Si les formations de l'OTAN recevaient des armes nucléaires et s'il était entendu qu'elles s'en serviraient presque à l'origine d'un conflit d'importance, elles n'en conservaient pas moins leur forme initiale. Tout s'était donc passé, dans le cadre de l'OTAN, comme si, à l'époque napoléonienne, on avait inventé les armes à tir rapide et la mitrailleuse et que l'Empereur avait maintenu le combat en ordre serré.

Tandis que, pour des raisons évidentes, les gouvernements souscrivaient à l'idée que les masses ne comptaient plus et que, par conséquent, il n'était pas nécessaire d'accroître les effectifs, les militaires et aussi les gouvernements alliés eux-mêmes refusaient de modifier leurs forces et leurs armements pour qu'ils puissent jouer un rôle en cas de conflit nucléaire. On avait donc adopté une cer-

taine stratégie en conservant les moyens d'en suivre une autre.

IV. Transformation des données de la stratégie mondiale - 1953-1963.

En une dizaine d'années, cinq événements d'importance sont venus bouleverser de fond en comble la situation qui existait précédemment :

1. C'est d'abord la perte du monopole atomique dont disposaient les Etats-Unis jusqu'en 1953 ou 1954. Certes, la première explosion atomique soviétique remonte à 1949, mais ce n'est que quatre ou cinq ans plus tard que les Soviétiques se sont dotés d'un arsenal capable d'imposer le respect d'abord et, ensuite, d'adopter une politique plus agressive. Il ne faut pas oublier que, lorsque le Pacte Atlantique a été signé, l'avance américaine en la matière, sinon son monopole, paraissait assurée, et que c'est cette supériorité qui donnait tout son sens à un Pacte essentiellement fondé sur la menace de l'intervention nucléaire américaine au profit des Alliés européens des Etats-Unis.

2. Pour la première fois depuis que les Etats-Unis interviennent dans les affaires du monde, ils sont devenus, en 1960 ou 1961, directement vulnérables à une attaque venant de l'extérieur. Jusqu'au début de la présente décennie, l'Amérique pouvait intervenir dans le monde entier en envoyant un corps expéditionnaire se battre sous ses couleurs, mais en sachant que le territoire national était pratiquement hors d'atteinte. Certes, à partir de 1955 ou 1956, les bombardiers soviétiques pouvaient atteindre les agglomérations américaines, mais le plus souvent en mission sans retour et surtout, comme le fait a été souligné plus haut, en donnant des délais d'alerte importants à la défense. A l'époque, ces alertes variaient entre 5 et 7 heures et, grâce aux bases avancées que l'Amérique avait à la périphérie de la Russie soviétique, il était mathématiquement impossible aux Soviétiques d'attaquer le territoire américain sans fournir une alerte allant de 5 à 7 heures. Ces délais étaient naturellement suffisants pour que des mesures conservatoires soient prises en ce qui concerne le potentiel de représailles américain. Depuis 1960-1961, ce délai d'alerte est passé de 5 à 7 heures à une quinzaine de minutes. Les bases avancées n'ont plus guère de sens (d'où l'attitude amé-

ricaine à l'égard des installations dont elle disposait à la périphérie de l'URSS et son repli stratégique sur elle-même), tandis qu'il n'existe aucune parade contre des engins qui tombent à des vitesses multiples de la vitesse du son. On ne peut guère concevoir, et pour des années encore, un système défensif fournissant une protection efficace contre de telles armes.

Les Etats-Unis sont désormais vulnérables chez eux. Hier, la géographie assurait leur sauvegarde et leur invulnérabilité était naturelle. Aujourd'hui, la géographie n'intervient pas et leur invulnérabilité ne peut être obtenue qu'artificiellement, par la menace de représailles équivalentes aux destructions éventuellement subies.

Le fait est capital et il commence déjà de modifier lentement la mentalité américaine. La campagne pour les abris atomiques, cette littérature de la peur qui a tant de succès actuellement aux Etats-Unis, l'acceptation du fait cubain, les tentatives de M. Kennedy en vue de limiter les engagements américains en Europe, vont faire comprendre peu à peu au peuple américain qu'il n'est plus à l'abri d'une action ennemie et qu'il va lui falloir adopter une politique extérieure autrement plus prudente qu'auparavant. Hier, les gouvernements de Washington pouvaient intervenir de manière décisive dans un conflit mondial en n'y perdant guère que 300.000 hommes. Aujourd'hui, tous les exercices de défense passive effectués régulièrement aux Etats-Unis portent sur des hypothèses d'attaques qui conduiraient, si elles étaient vérifiées, à l'anéantissement des trois quarts de la population et de l'habitat américain. Et ceci en quelques dizaines de minutes. Il n'y a donc plus de commune mesure entre les conceptions que l'Amérique pouvait avoir de sa sécurité il y a seulement une dizaine d'années et celle qu'elle en aura dans le proche futur.

3. Le troisième élément, qu'il faut prendre en considération depuis 1958, c'est la mise en œuvre d'armes nucléaires de calibres de plus en plus petits, armes dont les effets se rapprochent tellement des armes classiques les plus puissantes que l'on peut dire qu'il n'y a pratiquement plus de solution de continuité entre le système atomique et le système classique. Cette continuité dans les moyens de destruction donne à penser qu'un conflit entre grands belligérants, à peu près également pourvus d'une même panoplie convention-

nelle et atomique, est impossible. On voit mal, en effet, l'un des belligérants engagé dans un conflit mineur accepter de perdre sans avoir recours à des armes plus puissantes. Et comme des deux côtés ces armes existent et que le même raisonnement est tenu, on ne voit pas davantage comment pourrait s'arrêter un pareil affrontement autrement que par la capitulation de l'un des belligérants ou par la montée commune vers le désastre général et mutuel.

Ces considérations donnent à penser qu'un affrontement direct entre Américains et Soviétiques est, pour l'instant, impossible. C'est un avantage. En contre-partie, il est clair que les Américains ne souhaiteraient guère être engagés en Europe dans un conflit qui pourrait « escalader » jusqu'à atteindre un degré de gravité tel qu'il n'est pas sûr que ce conflit ne se poursuivrait pas par un échange de coups directs entre les territoires américain et soviétique. La probabilité de cet échange final et mortel serait d'autant plus grande que, comme il l'a été dit au paragraphe précédent, les engins balistiques à grande portée ont supprimé la solution de continuité géographique qui existait entre l'ancien et le nouveau monde. C'est à cause des dangers de cette « escalade » que les Etats-Unis ont adopté, depuis deux ans, la politique de sécurité que nous connaissons. Ils cherchent évidemment par tous les moyens à retirer peu à peu les « barreaux » inférieurs de l'échelle atomique afin de ne pas être engagés, en Europe, dans un conflit qui pourrait se terminer très mal pour eux.

Ceci explique les propositions récentes américaines substituant une sorte de stratégie périphérique à la politique précédente de « présence atomique »; les armes nucléaires de petit et moyen calibres étant retirées progressivement du sol de l'Europe et remplacées par une hypothétique flotte de surface sous strict contrôle américain et dont on comprend mal le rôle militaire. En effet, les armes dont elle serait dotée ne sont que des armes anticités et il n'est pas facile d'imaginer les Alliés, et surtout les Américains, accepter de pratiquer une stratégie anticités contre les villes soviétiques, en sachant que pareille action déclencherait inmanquablement une réaction soviétique sur les cités américaines. C'est bien pour cela que l'offre d'une force multilatérale constituée par des bâtiments de surface et placée sous le contrôle américain, avec un éventuel droit de veto des nations

européennes ne correspond à rien de sérieux, militairement et politiquement.

4. Le quatrième élément d'importance intervenu au cours de ces dernières années, c'est que toutes les études et aussi toutes les expérimentations sur le terrain, toutes les manœuvres encore récemment conduites, montrent surabondamment qu'il est impossible de combiner les moyens et la doctrine de la guerre conventionnelle avec les moyens et la doctrine de la dissuasion et de la guerre nucléaire. Pour résumer ces problèmes relativement complexes, il suffit de dire que les forces conventionnelles n'ont d'efficacité que si elles sont rassemblées ou alimentées par un lourd système logistique, l'ensemble étant totalement vulnérable à quelques charges nucléaires. De même, les forces nucléaires, si elles peuvent dissuader l'agression, ne peuvent jouer qu'un rôle limité dans la conduite d'opérations conventionnelles, cette dissuasion ayant échoué. En effet, étant légères, fluides, mobiles, pour échapper à la destruction nucléaire, elles ne représentent guère de puissance de feu si elles ne mettent en œuvre que des armes conventionnelles. Un choix s'impose donc d'avance et un théâtre d'opérations doit être déclaré théâtre nucléaire ou théâtre conventionnel, mais il est impossible de passer d'un système à l'autre et vouloir le faire conduirait au désastre.

Actuellement, le gouvernement américain cherche à pousser les Européens dans le domaine conventionnel en espérant qu'une fois engagés dans cette voie, il ne serait plus question de recourir à l'atome. Ainsi les Etats-Unis ne seraient pas entraînés dans une opération qui pourrait « escalader » nucléairement et conduire finalement à un échange de coups atomiques entre les forces soviétiques et les forces américaines.

5. Enfin, un dernier élément est intervenu qui est fort important. Du côté soviétique comme du côté américain, on s'efforce d'assurer l'invulnérabilité des moyens de représailles respectifs. Aux Etats-Unis, l'engin « Minuteman », enfoncé dans sa gaine de béton, est fort difficile à détruire à distance. Sa destruction imposerait la consommation d'un nombre très important d'engins soviétiques. D'après les experts américains, et compte tenu des armes aujourd'hui disponibles, ce nombre pourrait varier entre 15 et 20. Si donc les Etats-Unis alignent 800 « Minuteman », et en ne prenant que le chiffre le plus bas, cela supposerait

que les Soviétiques pourraient lancer simultanément une salve de quelques 12.000 missiles. Actuellement, cela est évidemment bien impossible. Mais la mobilité clandestine des moyens de représailles vient rendre le problème plus complexe encore et c'est ce que recherchent les Américains, et aussi les Soviétiques, avec la mise en œuvre de sous-marins lance-engins. Comme il est vital pour les deux camps d'assurer l'invulnérabilité de leurs moyens de représailles, il est certain qu'ils n'épargneront aucun effort pour y parvenir. Cela signifie, qu'entre eux, il ne resterait plus, comme objectifs, que les biens de surface des deux pays, c'est-à-dire leurs agglomérations, leurs richesses intellectuelles, démographiques, scientifiques, industrielles et commerciales. Il en résulte le statu quo forcé entre eux que M. Khrouchtchev appelle la coexistence pacifique. Mais il en découle aussi une paralysie totale en ce qui concerne les garanties réelles que ces deux pays peuvent donner aux autres peuples dans les systèmes d'alliances qu'ils dirigent. Il n'est plus « crédible » que l'Amérique expose la destruction de ce qu'elle appelle elle-même « la fabrique de sa société » pour sauvegarder les intérêts d'un autre pays, fût-il allié, et c'est pour cela que cette évolution technique a singulièrement réduit l'efficacité des alliances militaires fondées sur l'atome, lorsqu'elles affrontent elles-mêmes un bloc militaire nucléiquement armé.

C'est bien pourquoi le gouvernement américain cherche, depuis trois ou quatre ans, à réserver la stratégie nucléaire à sa propre défense et invite les Alliés à ne se défendre qu'avec des moyens conventionnels. Cette politique serait peut-être saine s'il ne se trouvait qu'en Europe l'adversaire potentiel est l'Union Soviétique et que celle-ci dispose d'un arsenal nucléaire important. On voit très mal le gouvernement de Moscou excepter de capituler devant la résistance conventionnelle occidentale sans avoir recours à ses armes nucléaires. Il y serait d'ailleurs d'autant plus invité que si les Alliés européens avaient la naïveté de suivre les conseils de Washington et s'ils adoptaient un système de défense conventionnelle, les forces armées correspondantes risqueraient fort d'être « vitrifiées » dans les premières secondes d'un conflit, et par l'emploi de quelques armes nucléaires seulement. Mais, en Europe, les Américains spéculent sur l'ignorance de ces questions et essaient de convaincre nombre d'hommes politiques et une partie des opinions publiques occiden-

tales des dangers de la guerre nucléaire et des avantages que retirerait l'Europe d'un retour à la défense purement conventionnelle. Malgré l'absurdité de la proposition, elle est parfois écoutée avec faveur car elle correspond à la répugnance et aux craintes qu'inspirent les armes nouvelles.

C'est dans le cadre de pareils faits techniques, et compte tenu de leurs conséquences militaires et politiques, que la sécurité de l'Europe doit être maintenant étudiée et réalisée.

V. La nouvelle politique américaine à l'égard de la défense de l'Europe et le concept stratégique en vigueur.

Le 21 novembre 1957, M. John Foster Dulles, alors secrétaire d'Etat, déclarait encore que la riposte des forces américaines à une attaque soviétique serait automatique et que les « commandements locaux » riposteraient avec toutes les armes dont ils disposaient, c'est-à-dire les armes atomiques. Cinq ans plus tard, les vues américaines sont complètement différentes. Il est normal d'ailleurs qu'elles le soient, la situation scientifique, technique, militaire et politique étant totalement différente par suite des bouleversements intervenus entretemps, bouleversements énumérés ci-avant.

La nouvelle politique américaine à l'égard de la défense militaire de l'Europe a été exposée à plusieurs reprises au Palais Dauphine d'une part, aux sessions plénières atlantiques d'autre part. En substance, elle peut être résumée ainsi :

Si la sauvegarde des intérêts vitaux des Etats-Unis l'exige, il serait fait usage des armes nucléaires. Différant des vues du Général Taylor, du moins telles qu'il les a développées dans son livre, le gouvernement de Washington estime que les intérêts vitaux des Etats-Unis seraient en jeu si l'ensemble des territoires de la zone de l'OTAN était directement menacé.

Mais les forces non nucléaires réunies par les nations européennes de l'OTAN sont insuffisantes et leur niveau actuel pourrait conduire à l'emploi des armes atomiques, alors que l'usage d'un pareil arsenal pourrait être évité.

La réponse à une agression soviétique en Europe ne serait plus automatiquement une ré-

ponse atomique. Celle-ci d'ailleurs, en raison des effroyables conséquences d'une guerre nucléaire, ne pourrait être décidée qu'après consultation entre Alliés intéressés. Cette consultation préalable exigeant du temps, un fort tampon de forces conventionnelles est d'autant plus nécessaire que, seul, il pourrait fournir les délais nécessaires à la réflexion des gouvernements et à la consultation interalliée.

Enfin, cet accroissement de forces conventionnelles est également nécessaire parce que ce sont ces forces qui ont été engagées en Corée, au Sud-Vietnam, au Laos, au Liban, à Koweït (par les Britanniques) et à Cuba.

Cette doctrine est à l'origine des démarches de la nouvelle administration américaine en vue de modifier le concept atlantique en vigueur et surtout en ce qui concerne les dispositions recommandées aux Alliés ou déjà prises unilatéralement par le gouvernement de Washington. Il s'agit, en gros, des dispositions suivantes :

a) Augmentation des forces non nucléaires dans le Secteur Centre-Europe. Washington se fonde sur le nombre de grandes unités terrestres prévu par les documents MC 48 et MC 70, eux-mêmes dérivés du Plan arrêté en 1954. Il oublie que le nombre des grandes unités terrestres alors recommandé était celui qui résultait de l'addition des contributions nationales annoncées à l'époque et qu'il ne correspond à aucun impératif stratégique ou tactique. D'ailleurs, le Plan auquel se réfère maintenant le Département d'Etat prévoyait un bouleversement complet de la structure et de l'organisation de ces forces terrestres, bouleversement qui, on l'a vu, n'a pas été matérialisé dans les faits.

L'argument selon lequel les effectifs demandés seraient indispensables pour faire face à « un coup d'épingle » de l'ennemi est évidemment sans fondement. Quelle serait la taille de ce « coup d'épingle » qui opposerait, dans le Secteur Centre-Europe, jusqu'à 75 grandes unités terrestres !

Enfin, le parallèle maladroitement tracé entre l'Europe d'une part et le Sud-Vietnam, la Corée ou le Laos, de l'autre, apparaît redoutable aux Européens. Cette assimilation leur semble d'autant plus inadmissible que l'adversaire n'est pas, en Europe, un pays tiers, mais bien l'URSS, et aussi qu'ils ne sont pas près d'admettre que leur terri-

toire puisse être l'enjeu d'une guerre type Corée, ou d'une guérilla type Vietnam Sud (1).

b) La « pause » a constitué la seconde tentative de revenir sur les engagements pris dans le cadre du MC 48 et du MC 70. Hier, à toute menace ennemie d'une certaine gravité, il était, d'entrée de jeu, si l'on peut dire, répondu atomiquement. Aujourd'hui, selon le concept de la pause, la « réponse » serait conventionnelle et l'on se consulterait entre Alliés, et l'on négocierait entre adversaires avant que de recourir à l'atome. Les dangers d'une pareille conception de la défense européenne sont évidents : l'adversaire sait qu'il ne court aucun risque à prendre l'initiative d'une agression; les Alliés, de leur côté, s'opposent à l'emploi des armes nouvelles, à l'exception de celui dont le territoire est directement menacé. La « pause » rassure l'adversaire et a de fortes chances d'éviter aux Etats-Unis d'user de leur arsenal, et cela à la demande de la majorité des Européens eux-mêmes. C'est donc une solution qui satisfait les deux « Grands », au détriment, bien sûr, des pays européens directement menacés.

c) Le refus américain de procéder à la modernisation des forces tactiques déployées sur le sol européen est une autre disposition s'inscrivant dans la même politique. Parce qu'il souhaitait cette modernisation et le déploiement de MMRBM en Europe continentale, le Général Norstad a dû quitter prématurément et son commandement et l'Armée américaine.

d) L'offre de mettre sur pied une force atomique multilatérale devait permettre à la fois de paraître associer certains Etats européens à quelques études sur l'utilisation des armes nucléaires, et aussi de faire semblant de fournir un substitut à la non-modernisation des unités atomiques tactiques. On sait qu'en réalité la force multilatérale ne répond à aucun de ces objectifs. Le « targeting » est rapidement fait puisque ces armes sont des armes anticités. Et parce qu'elles sont anticités et qu'elles sont, de loin, trop peu nombreuses pour jouer leur rôle dans la campagne d'engagement de théâtre et antiforces prévu par le SHAPE, il n'est pas question qu'elles remplacent les unités tactiques primitivement prévues. Il s'agit d'éléments paralysés

(1) D'ailleurs l'augmentation des forces classiques, n'a servi de rien aux Etats-Unis et n'a empêché ni Cuba, ni Panama, ni le Vietnam en guerre.

d'avance, aucun Allié n'acceptant le principe d'une stratégie anticités au profit d'un autre que lui-même.

e) Enfin, il a été beaucoup question de retirer de « l'avant » les armes atomiques de petit calibre afin de retirer les « barreaux » de l'échelle atomique et de conjurer ainsi les dangers de « l'escalade » nucléaire. Il faut reconnaître que les commandements terrestres américains d'abord assez favorables aux nouvelles de l'Administration Kennedy sont loin de souscrire à pareille initiative, car ils savent qu'ils ne pourraient pas alors remplir leur mission.

VI. Reconstruire un système défensif efficace.

L'impasse dans laquelle l'OTAN est actuellement engagée semble avoir deux principales causes : d'une part le divorce existant entre le concept défensif arrêté en 1954 (et confirmé par la « directive politique » de 1956) et la structure, le déploiement et la composition des forces armées qui seraient chargées de mettre en exécution ce concept défensif; d'autre part, les vues de la nouvelle administration américaine, cherchant à limiter les engagements précédemment souscrits et essayant de transformer progressivement l'Europe occidentale en un théâtre où, implicitement, il serait entendu que les armes de destruction massive ne seraient pas utilisées et où, explicitement, les conditions d'une soi-disant défense non nucléaire seraient crées. L'organisation défensive ainsi mise sur pied étant incompatible avec l'usage éventuel des armes nouvelles, celles-ci seraient proscrites de fait.

Ces deux politiques, celle des Etats-Majors reculant devant les conséquences pratiques du concept défensif auquel ont pourtant souscrit leurs gouvernements et, maintenant, celle de la nouvelle administration américaine, se conjuguent pour ramener l'Europe occidentale au rang d'un territoire ne méritant pas l'engagement suprême et qu'on se disputerait selon les fortunes de la guerre classique. Cette assimilation au théâtre d'opérations coréen est d'autant moins admissible qu'ici l'adversaire n'est ni la Corée du Nord, ni la Chine dépourvue d'armes nouvelles, mais l'URSS.

Quelles solutions peuvent-elles être maintenant apportées au problème posé par le maintien de

l'OTAN en tant qu'organisation défensive efficace ?

La première consisterait à revenir au concept de la défense inconditionnelle de l'Europe occidentale, ses territoires étant assimilés à ceux des Etats-Unis. Redevenue « sanctuaire inviolable », l'Europe aurait le sentiment d'une grande sécurité et l'adversaire ne pourrait prendre le risque de s'y attaquer. Le retour à cette conception implique évidemment la matérialisation d'une « posture » militaire correspondante au type d'armes qui serait certainement mis en œuvre pour défendre toute portion du territoire européen garanti par l'OTAN. Dans le cadre d'une telle politique on s'apercevrait sans doute que c'est vers une diminution des effectifs combattants, et non son augmentation, qu'il faudrait aller. Il faudrait aussi que le gouvernement de Washington rejette les chimères qu'il a caress es depuis trois ans et abandonne « pause », « force multilatérale », accroissement du dispositif conventionnel, etc. Compte tenu des accords Washington-Moscou sans doute déjà conclus et visant probablement à « Rapackiser » l'Europe, il est peu vraisemblable que pareil retour en arrière soit possible. On ne revient pas sur les Yalta.

Une seconde solution pourrait être négociée avec les Etats-Unis qui aurait pour objet de céder à certains pays d'Europe occidentale particulièrement exposés les armes atomiques nécessaires à leur défense. Ces armes seraient placées sous « double contrôle », mais il serait entendu que, si une menace particulièrement grave pesait sur le pays ayant négocié pareil accord, il aurait la libre disposition de cet armement. Le sachant, l'adversaire pourrait reculer devant les risques inhérents à une éventuelle réaction d'un tel ordre de grandeur. L'OTAN continuerait de jouer son rôle dans l'hypothèse — actuellement totalement dépassée — d'une attaque générale et simultanée de la totalité des territoires qu'elle garantit, et aussi face à des menaces mineures. Dans le cas où les Soviétiques pratiqueraient la stratégie du « salami », comme disent les Américains, et s'en prendraient à un pays particulier, alors le système proposé remplacerait efficacement une organisation collective défaillante.

Enfin, la création d'une Europe politiquement unie, capable à la fois de rassembler les instruments de sa défense et aussi de donner quelque

crédibilité à sa réaction, fournirait la solution cherchée. Mais il faudrait qu'un seul gouvernement décide, celui de cette Europe. En attendant que pareille unité puisse être atteinte, des mesures conservatrices s'imposent. L'analyse du problème de la sécurité européenne montre que ces mesures sont plus proches de celles que prend actuellement la France que des vues de la présente administration américaine.

SUMMARY

I. Lisbon - Former strategic concepts.

II. The New-Look - New strategic concepts.

III. The strategical and political directives and their application.

Military planners are of the opinion that masses don't count any longer; consequently there is no need to increase the number. But. Both military people and the allied governments refuse to change their doctrine and their forces and armaments in order to enable them to play their role in case of nuclear war.

IV. Transformation of the data of world-strategy 1953-1963.

1. Loss of the US atomic monopoly.

2. Vulnerability of the U.S. to a missile attack.

3. Development of nuclear weapons of small and medium yield.

4. Impossibility of combining the means and the doctrine of conventional warfare with the means and the doctrine of dissuasion and of nuclear warfare.

5. Invulnerability of the respective means of retaliation.

V. The new American policy in relation to the defence of Europe and the actual strategic concept.

1. Increase of non-nuclear forces in the central European area.

2. The concept of « pause ».

3. Refusal to modernize the tactical forces deployed in Europe.

4. Offer of setting up a multi-lateral nuclear force.

5. Reducing the risk of nuclear escalation by withdrawing low yield atomic weapons from the continent.

VI. Reconstruction of an efficient system of defence.

The NATO-deadlock : separation between the defensive concept, established in 1954 (and confirmed by the political directive of 1956) and the structure, movement and composition of the armed forces charged with the execution of this strategic concept; creation in Europe of an area of non-nuclear defence.

Has Western Europe been reduced to the rank of a territory that isn't worth the ultimate engagement ?

One, on the contrary, we must back to the concept of unconditional defence of Western Europe.

Consequences of this point of view.

Hypothesis of negotiation with the US on the « granting », to certain Western European countries, of atomic weapons that are needed for their defence - The problem of European unity.

